



GARANTIR NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES ET LA RETRAITE A 60 ANS PAS LA FORTUNE DES ACTIONNAIRES

Depuis le 5 décembre dernier, la mobilisation sociale contre la réforme gouvernementale des retraites a été ponctuée de temps forts autour des manifestations massives interprofessionnelles et intersyndicales sur l'ensemble du territoire et d'initiatives toujours plus originales comme les retraites aux flambeaux, les concerts, les flash-mobs et bien d'autres actions prouvant que d'autres formes de mobilisation sont possibles et efficaces.

Face à une réforme gouvernementale qui casse notre système intergénérationnel et solidaire, qui nivelle vers le bas les droits des salariés, des privés d'emploi, des personnes en situation de handicap, des retraités, des femmes, des hommes, des jeunes et qui donne peu d'espoir aux générations futures, continuons à nous mobiliser et à dire non à la régression sociale !

La CGT PUNCH a participé et continue de participer activement à toutes les manifestations strasbourgeoises. Car nous sommes ici à PUNCH un exemple criant de tous les mensonges dont l'Etat et les patrons entourent la réforme des retraites

La propagande du gouvernement nous dit qu'il faut travailler plus longtemps car notre espérance de vie s'allonge alors que l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans environ, alors que dans les entreprises, les patrons licencient.

Le gouvernement et le patronat nous disent que c'est pour sauver nos emplois et la compétitivité de nos entreprises que nous allons devoir nous serrer la ceinture et accepter des retraites moindres. Alors que le patronat licencie les salariés esquivés bien avant 60 ans.

Plus les jours passent et plus le rejet de ce projet est massif, dans l'opinion publique, comme par des experts économiques de tout bord. Le Conseil d'État a également taclé le

gouvernement en dénonçant des projections financières floues et partielles ainsi que le manque de visibilité pour les futurs retraités ! « Quand et avec combien je partirai » reste toujours la grande question . Plus tard et avec moins, ça c'est sûr ! Le gouvernement insiste, veut passer en force et demande de voter au parlement une loi remplie d'inconnues.

La CGT porte un autre choix de société solidaire. Notre système actuel peut être amélioré pour correspondre aux défis et aux réalités d'aujourd'hui. La CGT portera des propositions de financement pour de nouvelles ressources lors de la première réunion de la conférence de financement le 18 février comme :

- ⇒ l'augmentation des salaires, principale source de cotisations sociales ;
- ⇒ la révision des exonérations des cotisations patronales, notamment celles des grands groupes ;
- ⇒ l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, une mesure juste et efficace ;
- ⇒ la taxation des produits financiers...



Face à un gouvernement et un président autoritaire qui n'écourent pas la majorité des citoyens de son pays, la CGT appelle à un nouveau temps fort le jeudi 13 février devant l'entreprise Punch pour prouver notre détermination sans faille et notre volonté de mener la lutte jusqu'au retrait final du texte.

Ce sera l'occasion de préparer la journée de mobilisation du 20 février prochain à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNL et UNEF. La victoire est à portée de main, et l'élargissement de la mobilisation s'impose.

ET A PUNCH ?

La réalité c'est 50 suppressions d'emplois avec 46 départs volontaires dont une grande partie fait valoir ses droits à la retraite et 4 licenciements contraints : 1 ingénieur et 2 techniciens du STC et 1 technicien d'atelier de plus délégué CGT.

La CGT se tient à disposition des trois salariés du STC s'ils veulent contester leur licenciement.

Quant au délégué CGT licencié cette dernière ira jusqu'au bout pour empêcher le licenciement.

La réalité c'est Dumarey et son staff qui sont résolus à avoir recours à l'intérim à outrance et suppriment du personnel CDI depuis des années. L'usine se vide de ses salariés et de ses machines mais les investissements continuent pour des bâtiments neufs mais toujours vides.

La réalité, depuis 2013, c'est 9 millions d'euros de subvention de l'état et d'allègement de cotisations à travers le CICE qui ont été versés. Mais le patron licencie !

C'est 1,4 millions d'euros de subvention par l'état, les collectivités, la région... pour la formation professionnelle. Mais le patron licencie !

C'est 40 millions de profits nets pour les années 2017 et 2018 et 20,9 millions de profits bruts en 2019. Mais le patron licencie !

La réalité, depuis quelques années, c'est l'intérim, les contrats courts. **Et maintenant le chômage partiel** au motif du coronavirus. La réalité c'est un travail de plus en plus fractionné et morcelé et des ouvriers à disposition qui auront bien du mal à avoir des salaires décents et des points retraite au final. Et pour la CGT, il n'est pas question que les salariés perdent 1 seul Euro. **C'est à punch de payer nos salaires à 100%. De l'argent il y en a dans les caisses de Punch Strasbourg.**

Nous appelons les salariés de Punch à manifester leur colère contre les licenciements, pour dénoncer le chômage partiel, pour l'avenir de notre entreprise, contre la réforme des retraites et pour le maintien de tous nos acquis de la convention collective de la métallurgie.

Poursuivons la lutte engagée et maintenons la pression pour faire reculer ce gouvernement de plus en plus fébrile sur le dossier retraite !

